

# **Oui à la manifestation de Berne**

## **Pour des revendications de prix à la hausse**

Uniterre participera officiellement le 17 novembre à la manifestation paysanne de Berne. Nous invitons nos membres, ainsi que tous les collègues paysans à y venir en grand nombre, et à y exprimer des revendications fortes vis à vis de nos partenaires économiques et de la Confédération.

Nous sommes convaincus que les paysannes et les paysans devront s'engager dorénavant de manière beaucoup plus soutenue et déterminée dans leurs organisations, notamment pour obtenir des prix en rapport avec les coûts de production réels des produits et des services fournis par l'agriculture du pays. Croire que l'on pourra continuer à l'avenir d'agir en ordre dispersé face à une concentration de plus en plus poussée des acteurs de la transformation et de la distribution alimentaire est une très grave erreur dont les paysans sont déjà aujourd'hui les victimes.

Uniterre souhaite donc que la manifestation du 17 novembre soit une prise de conscience de l'urgence de formuler des revendications claires. La manifestation de Berne doit être le coup d'envoi de véritables campagnes orchestrées à court, à moyen et à long terme pour obtenir sur les marchés les hausses de revenus indispensables à toutes les exploitations paysannes du pays. La manifestation doit être le signal d'une nouvelle approche solidaire de la défense professionnelle, et non pas un dernier baroud d'honneur face aux pressions qui s'accumulent tant sur le plan interne que sur le plan international. Les revendications paysannes doivent répondre à au moins trois niveaux aux menaces qui pèsent sur l'agriculture:

### **Vers la reconnaissance du droit à la Souveraineté alimentaire**

En ce qui concerne le niveau international, le travail de sappe continue au sein de l'OMC pour enlever encore un peu plus de pouvoir aux autorités publiques des pays et les rendre de plus en plus impuissantes à définir leurs propres objectifs et leurs propres instruments d'intervention en matière de politique agricole et alimentaire. L'agriculture suisse pourrait se voir amputée à terme de 10 à 30 % de la valeur totale de ses ventes, au nom d'une libéralisation qui n'a en définitive que le profit maximum dans un minimum de poches comme référence suprême. C'est totalement inacceptable.

La manifestation du 17 novembre doit être l'occasion de demander aux autorités suisses de soutenir officiellement la revendication fondamentale du droit des pays à la souveraineté alimentaire, un droit qui doit prévaloir sur celui qui domine actuellement dans les négociations commerciales internationales, à savoir celui du renard libre dans le poulailler libre.

### **Halte aux dérives de PA 2011**

Pour ce qui a trait à la politique agricole suisse, les propositions de la Confédération pour les années 2007 à 2011 collent de plus en plus étroitement à celles de l'OMC: obsession de la compétitivité, course au plus bas prix et à la restructuration permanente, libéralisation mal contrôlée dans tous les secteurs au détriment du maillon le plus faible des filières agro-alimentaires, à savoir la production agricole.

Uniterre demande depuis des années à la Confédération de donner à la profession les bases légales suffisantes pour assurer la gestion de l'offre en produits agricoles de base, comme cela se pratique par exemple depuis longtemps au Canada.

Cette mesure, en liaison avec le maintien d'une protection raisonnable à la frontière, permettrait sans aucune dépense supplémentaire de la Confédération de rééquilibrer la force de négociation des milieux paysans dans des marchés extrêmement inégaux, où des milliers de paysans doivent faire face à une poignée d'acheteurs de plus en plus puissants. Travailler à la mise en place de cette gestion de l'offre serait beaucoup plus positif et efficace que se laisser entraîner dans des guerres sans fins entre paysans sur la répartition de paiements directs.

### **La lutte sur les marchés sera prioritaire Oui à une grève du lait**

Mais c'est bien au niveau des marchés que se situe pour Uniterre le plus grand défi de la défense professionnelle agricole. Dans des marchés de plus en plus libéralisés, les paysans doivent absolument renforcer leur concertation et leur cohésion pour renverser la tendance à la baisse des prix. La lutte pour obtenir des prix rémunérateurs est la seule qui sera à même de faire remonter les revenus paysans à des niveaux acceptables.

Mais pour obtenir des hausses de prix, il faut d'abord les revendiquer, et ensuite se donner les moyens de les obtenir, y compris en utilisant, si nécessaire, des instruments comme la grève temporaire des livraisons.

Uniterre espère que toutes les organisations paysannes revendiqueront bientôt ensemble le retour du prix des produits au niveau de leurs coûts réels de production, qui se montent par exemple à 80 cts/kg pour les céréales panifiables et à 1.10 frs/kg pour le lait. L'idée d'une grève des livraisons de lait pour amener les acheteurs à de véritables négociations continues de mûrir et de se disséminer à travers toute l'Europe.

Un premier pas remarquable serait franchi le 17 novembre à Berne, si une liste de revendications de prix y était publiquement annoncée et adoptée, ou encore si le principe du recours à une grève du lait était approuvé.

Uniterre